

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Bretagne)
(8 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 4 novembre 2009,
Journal officiel du 11 novembre 2009)

AVENANT N° 1 DU 9 DÉCEMBRE 2011

NOR : AGRS1297053M

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bretagne,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Bretagne ;

La FGTA FO ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 4 « Garanties » est modifié comme suit :

A l'alinéa 2 du 2 « Garantie incapacité temporaire de travail », le groupe de mots « 25 % du salaire journalier de référence » est remplacé par « 20 % du salaire journalier de référence » ;

A l'alinéa 1 du 3 « Garantie incapacité permanente », le groupe de mots « 20 % du salaire mensuel brut de référence » est remplacé par « 15 % du salaire mensuel brut de référence ».

Article 2

Le paragraphe « Taux de cotisations et répartitions » de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Taux de cotisations et répartitions »

La garantie est financée par un taux global des cotisations égal à 2,17 % des rémunérations brutes versées à l'ensemble des salariés bénéficiaires, dont 0,47 % au titre de la garantie décès, 1,20 % au titre de l'incapacité temporaire, 0,30 % au titre de l'incapacité permanente, 0,20 % au titre de l'assurance charges sociales patronales.

Le taux global est réparti à hauteur de 53 % à la charge des employeurs et 47 % à la charge des salariés.

La ventilation est définie comme suit :

1. Garantie décès :

- 0,34 % supporté par l'employeur ;
- 0,13 % supporté par le salarié.

Les prestations comprises dans la garantie décès sont ventilées comme suit :

1.1. Un capital décès et majoration par enfant à charge : 0,24 %.

1.2. Une rente éducation : 0,21 %.

1.3. Une indemnité frais d'obsèques : 0,02 %.

2. Garantie incapacité temporaire de travail :

- 0,56 % supporté par l'employeur, correspondant à la cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévues par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail ;
- 0,64 % supporté par le salarié.

Cette répartition tient compte du fait que doit rester intégralement à la charge de l'employeur la fraction de cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévues par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail.

3. Garantie incapacité permanente :

- 0,04 % supporté par l'employeur au titre de l'incapacité permanente d'origine professionnelle ;
- 0,26 % supporté par le salarié au titre de l'incapacité permanente d'origine privée.

4. Assurance des charges sociales patronales

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,20 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Ces taux de cotisations sont maintenus pendant 3 années à compter de leur entrée en vigueur. »

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Rennes, le 9 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)